

Séance publique du 15 février 2024 à 12h00

**ROANNAIS
AGGLOMERATION**

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DBC 2024-023

Mutualisation

Prestation de services pour
l'instruction des actes et
autorisations relatifs à la publicité
extérieure au bénéfice des
communes de moins de
3 500 habitants de Roannais
Agglomération

Membres du bureau	
En exercice	26
Présents	21
Pouvoirs	0
Pour	21
Contre	0
Abstention	0

La convocation de tous les membres en exercice du Bureau communautaire
a été faite le **9 février 2024**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Daniel Fréchet, 1^{er} Vice-Président préside la séance en l'absence d'Yves
Nicolin, Président.

Etaient présents :

Marcel Augier - Jean-Luc Chervin - Sandra Creuzet-Taite - Hervé Daval -
Pierre Devedeux - David Dozance - Daniel Fréchet - Gilles Goutaudier - Guy
Lafay - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Eric Martin - Yves Perrin
- Philippe Perron - Jade Petit - Eric Peyron - Stéphane Raphaël - Clotilde
Robin - Martine Roffat - Alain Rossetti - Jacques Troncy.

Etaient absents :

Absents	Pouvoir donné à	Aucun pouvoir
Jean-Yves Boire		X
Romain Bost		X
Dominique Bruyère		X
Nicolas Chargueros		X
Yves Nicolin		X

Secrétaire désigné pour la durée de la séance : Marcel AUGIER.

Certifié exécutoire	
Reçu en Préfecture	15 FEV. 2024
Publié	

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « Climat et Résilience », et notamment son article 17 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.5215-27 et L.5216-7-1 portant sur les conventions de prestations de services entre un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) et ses communes membres ;

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, et notamment son article 250 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022 portant statuts de Roannais Agglomération ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du 10 juillet 2020 modifiée, accordant au Bureau communautaire délégation de pouvoirs pour adopter, modifier, résilier toute convention de gestion d'équipements ou de services et ses avenants, telle que relevant des articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du CGCT ;

Vu la délibération du Bureau communautaire du 7 décembre 2023 relative à la prestation de services pour l'instruction des actes et autorisations relatifs à la publicité extérieure au bénéfice des communes de 3 500 habitants et plus membres de Roannais Agglomération

Considérant que pour renforcer le rôle dévolu aux élus locaux dans la protection du cadre de vie de leurs administrés, la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 prévoit la décentralisation des compétences relatives à la publicité extérieure au profit des maires à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

Considérant qu'aux termes de ladite loi, les EPCI se voyaient transférer les prérogatives en matière de pouvoir de police de publicité pour les communes de moins de 3 500 habitants et que sur le territoire de Roannais Agglomération cette prérogative était transférée aux maires des communes de plus de 3 500 habitants ;

Considérant que la loi de finances pour 2024 prévoit désormais que l'ensemble des maires, quelque soit la taille de la commune, doivent exercer la police de la publicité extérieure au 1^{er} janvier 2024 ;

Considérant que Roannais Agglomération a mis en place une prestation de services pour l'instruction des actes et autorisations relatifs à la publicité extérieure afin de rationaliser les processus d'instruction des actes et autorisations afférentes pour les communes de plus de 3 500 habitants et qu'au regard des évolutions législatives, il est pertinent d'ouvrir l'accès à cette prestation à toutes les communes ;

Considérant qu'il convient de formaliser cette prestation de Roannais Agglomération dans le cadre d'une convention ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Approuve la convention de prestation de services pour l'instruction des actes et autorisations relatifs à la publicité extérieure au bénéfice des communes de moins de 3 500 habitants membres de Roannais Agglomération ;

- Précise que les tarifs de ces prestations sont les suivants :

* Demande d'instruction de déclaration préalable : 80 euros

* Demande d'instruction d'autorisation préalable : 100 euros

* Rédaction d'un procès-verbal et accompagnement sur site d'un agent assermenté : 400 euros

- Précise que la convention prend effet à compter de sa signature par les parties jusqu'au 31 décembre 2026 ;

- Autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer la convention avec les communes souhaitant bénéficier de la prestation et effectuer toutes les actions se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

Le Secrétaire de séance,
Marcel AUGIER

Le Président,
Pour le Président et par subdélégation,
le 1^{er} Vice-Président délégué au cycle de l'eau
et aux grands projets
Daniel FRECHET